

# Au lendemain des municipales, la polarisation de la gauche se met en place

*Nous balayons ici les suites à gauche des élections municipales. La polarisation entre le PS et LFI se renforce, rendant caduque la possibilité d'une primaire qui permettrait de rassembler toute la gauche, ou même toute la gauche hors LFI, autour d'une candidature commune*



## Offensive au parti socialiste pour mettre en minorité Faure et enterrer la primaire de la gauche

Olivier Faure est désormais minoritaire au parti socialiste. L'aile droite du PS s'est alliée au courant centriste de Boris Vallaud pour mettre en minorité Olivier Faure au bureau national du 24 mars. Ils ont attaqué Faure sur les fusions techniques locales avec LFI alors qu'eux-mêmes y ont participé localement. Mais c'est sur la stratégie pour la présidentielle 2027 que les couteaux s'aiguisent. Les opposants à Faure rejettent la primaire et cherchent à organiser un rassemblement social-libéral qui soutiendrait un candidat de l'aile droite du PS. Vallaud exige un vote des militant.e.s du PS pour désigner un.e candidat.e à la présidentielle sans passer la case primaire. Les médias ont révélé que des rencontres secrètes ont réuni Glucksmann, des personnalités de l'aile droite du PS (Vallaud, Delga, Kanner...) et des Ecologistes (Jadot...), et, plus surprenant (quoique...), des anciens alliés de Mélenchon comme Emmanuel Maurel (ancien dirigeant de l'aile gauche du PS qui s'était fait élire député européen sur la liste LFI en 2019 avant de soutenir Roussel). Leur idée est d'essayer de se mettre d'accord sur un programme et un.e candidat.e, en rupture assumée avec le programme du NFP.

Face à cette offensive, Faure est en difficulté. La diabolisation de LFI à laquelle il a participé renforce ses opposants au sein du PS, qui assument une rupture totale, à tous les niveaux, avec LFI. Elle polarise la gauche en deux blocs, ce qui rend la primaire de l'unité de la gauche de plus en plus irréaliste. Faute de ligne claire sur la primaire, Faure louvoie et cherche à gagner du temps. Il s'est engagé à consulter les militant.e.s du PS sur la stratégie présidentielle, mais il risque soit d'être battu s'il défend la primaire, soit de devoir endosser la stratégie de ses opposants s'il veut rester en place. En attendant, tous les bureaux nationaux du PS (le mardi soir) sont désormais marqués par la crise et la paralysie, Faure refusant toutes les mises au vote, se sachant minoritaire, ce qui a entraîné le départ de ses opposant.e.s lors du BN du 7 avril.

## Marine Tondelier maintient le cap de la primaire, mais elle est de plus en plus isolée

Les Écologistes sont les grands perdants de l'élection municipale, ce qui renforce la polarisation à gauche entre LFI et le PS/Place Publique. Néanmoins, Tondelier cherche à garder la main et à éviter l'éclatement de son parti, avec une aile droitrière autour de Jadot qui complotte avec la droite du PS, et une aile de gauche (autour notamment de Sandrine Rousseau) qui veut un rapprochement avec LFI, tout en s'inscrivant encore dans une logique « unitaire » de toute la gauche.

Pour tenter de rebondir, Tondelier multiplie les interventions médiatiques et a lancé un **manifeste** en défense de sa candidature et de la primaire. En dehors des Écologistes, les principaux soutiens de la primaire se trouvent chez Générations, à l'Après et chez Ruffin. De façon pathétique, Autain et Ruffin ont été incapables de se coordonner pour lancer une pétition commune en soutien à la primaire. Chacun a fait sa pétition pour tenter de faire exister sa candidature : « **Maintenant, arrêter les conneries** » pour Autain, et « **Déconne pas la gauche** » pour Ruffin. La pétition de Ruffin, lancée au lendemain du second tour des municipales, stagne à moins de 20 000 signatures, alors que Ruffin a obtenu 120 000 soutiens à sa candidature... Quant à Autain, elle n'affiche pas, c'est plus prudent, le nombre de signataires... Enfin, **Benjamin Lucas**, dirigeant de Générations, veut rassembler tout ce beau monde dans un même parti de tous ceux qui soutiennent la primaire, avec dans un premier temps la mise en place d'une « Fédération » avant l'été.

Même si ces gens-là prétendent s'appuyer sur des sondages qui démontreraient une volonté d'union au sein du « peuple de gauche » (tout le monde est pour l'union... derrière son poulain), il n'y a aucune dynamique réelle pour appuyer une candidature impossible qui rassemblerait de Place Publique à Mélenchon.

## La direction du parti communiste veut une nouvelle candidature Roussel en 2027

Le PCF continue à perdre des positions, élections après élections, même s'il parvient à limiter la casse en se présentant presque partout avec le PS et le reste de la gauche hors LFI. Dans les communes de plus de 20 000 habitants, le PCF gagne deux villes (Nîmes et Aubagne) et en perd 5 : Vénissieux et La Courneuve (au profit de LFI), Vierzon (au profit du RN), Corbeil et Champs-sur-Marne (au profit de la droite). Il ne dirigera plus que 23 communes de plus de 20 000, habitants contre 26 en 2020. S'agissant des communes entre 3 500 et 20 000 habitants, il n'en dirigera plus que 79, contre 106 en 2020. Il faut noter que le PCF disparaît du Rhône en l'absence d'accord avec LFI, alors qu'il a davantage de conseillers municipaux dans le 93 grâce à un accord départemental avec LFI

Le PCF a lancé la préparation de son prochain congrès qui se tiendra début juillet

2026. Le projet de **base commune de la direction du PCF** ne laisse aucun doute sur la stratégie de la direction : présenter une nouvelle candidature Roussel en 2027. Alors que le PCF s'est allié presque partout avec le PS, sa direction fait le grand écart en caractérisant le PS comme une force hostile aux travailleurs qui a « *joué des mécanismes de division sociales à l'appui des politiques de l'Europe capitaliste pour imposer des attaques sans précédent contre les travailleuses et les travailleurs* ». La direction du PCF reprend les anathèmes de la bourgeoisie contre LFI en pointant « *les discours communautaristes, les outrances flirtant parfois avec l'antisémitisme* ». En revanche, le PCF ne formule aucune critique des directions syndicales dans leur ensemble, qui auraient accompli un travail formidable face à Macron. Si la direction du PCF cherche à rassurer ses militant.e.s en défendant le « socialisme », fondé sur les trois piliers de la planification, de la socialisation et des coopérations, le projet reste très abstrait. Le PCF confirme son renoncement à toute rupture avec l'Union européenne, au profit d'une fumeuse « *remise en cause des traités européens* » et de propositions eurobéates naïves comme la « *redirection de la création monétaire de la BCE vers un fonds de développement économique, social et écologique européen* ». Mais, abstraitement, le PCF se veut le défenseur de la souveraineté nationale et populaire...

Le projet de base commune a été approuvé à 77 %, contre 82 % en 2022. La base commune ne dit pas explicitement qu'il y aura une candidature PCF à la présidentielle, mais c'est sa logique, et chacun sait que Roussel veut à nouveau être candidat : « *les communistes considèrent avoir toute légitimité pour porter une candidature de rassemblement issue de leur rang* ». Une partie du PCF s'oppose à l'orientation de la direction et plusieurs textes alternatifs vont être déposés.

Un **texte alternatif** a été rendu public par le collectif « **Nos Révolutions** ». Ce texte est inspiré, en partie, des idées de Friot en réclamant une « mise en sécurité sociale » de la production (**Friot soutient le texte mais est très critique néanmoins**), et il se veut ouvert à une alliance avec LFI. Elsa Faucillon pourrait aussi faire un texte. Des personnalités importantes, comme Stéphane Peu, président du groupe GDR à l'Assemblée nationale, promoteur de l'accord LFI-PCF dans le 93, conteste également la ligne Roussel. Il pourrait faire un texte avec Fabien Gay et l'ancien dirigeant du PCF Pierre Laurent. Ce serait vraisemblablement pour défendre une candidature unitaire de la gauche (*cf. cet **entretien de Stéphane Peu** après le second tour des municipales*), sans se positionner clairement pour une candidature de la « gauche de rupture ».

Des textes émanant des courants « orthodoxes », se revendiquant du marxisme et plus ou moins nostalgiques de l'URSS, hostiles à LFI, sont en cours de préparation : « **Stratégie communiste** » (soutenu notamment par **Nicolas Maury**) ; « **Pour la paix et le socialisme, reconstruisons le parti de classe** » (proposé par le PCF Paris 15<sup>e</sup>), ou encore un **texte** présenté par le groupe post-stalinien « **Communistes et matérialistes** », présenté comme « un texte alternatif qui veut en finir avec les textes alternatifs ».

Enfin, des soutiens de Roussel montent au créneau contre la « base commune ». C'est

le cas de **Frédéric Boccara** (dirigeant de la commission économique du PCF), qui critique le confusionnisme et la dérive droitière de la base commune (renoncement à l'analyse en terme de « capitalisme monopoliste d'Etat » et de « suraccumulation du capital », flou artistique sur le « socialisme »...).

Il est possible que le congrès soit un peu plus compliqué que le précédent pour Roussel, même si bon nombre de militant.e.s du PCF, écœuré.e.s par Roussel, ont déjà déserté le parti.

## **La France Insoumise fait face efficacement aux attaques de la bourgeoisie**

La France Insoumise sort renforcée des élections municipales. Comme on pouvait s'y attendre, les attaques ont commencé contre les nouveaux maires LFI. Baly Bagayoko a subi une campagne raciste immonde lancée par les médias Bolloré, mais LFI a riposté en organisant un gros rassemblement anti-raciste à Saint-Denis samedi 4 avril. Le reste de la gauche a soutenu à reculons la mobilisation, Faure et Roussel refusant par ailleurs de se rendre au rassemblement (Tondelier devait s'y rendre, mais elle n'a pas pu pour des raisons médicales).

Rima Hassan a été placée en garde-à-vue jeudi 2 avril suite à un tweet accusé de faire « l'apologie du terrorisme ». Au cours de cette garde-à-vue, des fausses informations ont été transmises à des journalistes qui ont affirmé, sans aucun recul, que de la drogue avait été saisie sur Rima Hassan. C'est faux, et nous savons (par le *Canard enchaîné*) que le porte-parole du ministère de la Justice a échangé avec des journalistes pendant l'audition de Rima Hassan. On peut ainsi faire l'hypothèse que cette opération de désinformation n'est pas le fruit de l'initiative de quelques policiers zélés. Toute la France Insoumise s'est mobilisée pour défendre Rima Hassan et la manipulation a été exposée au grand jour.

La garde-à-vue de Rima Hassan a eu le mérite de donner un coup de fouet à la mobilisation contre la proposition de loi Yadan qui vise à criminaliser (en l'associant à l'antisémitisme) toute critique de l'État israélien. Le 9 avril, la **pétition officielle** recueillait plus de 600 000 signatures. Cela a forcé le PS à se positionner contre cette loi alors qu'il s'était dans un premier temps abstenu en commission des lois, lui permettant d'être adoptée en commission. Des députés PS comme Hollande ou Guedj (ou encore Grégoire, avant de faire machine arrière) ont par ailleurs soutenu explicitement cette proposition scélérate.

Depuis les élections municipales, LFI montre qu'elle est la seule force de gauche capable de résister et de mobiliser contre les attaques racistes et les offensives de la bourgeoisie. Le reste de la gauche est totalement défailante (au mieux). Afin de rompre son isolement au sein de la gauche, LFI a lancé une proposition d'« offre fédérative » aux Écologistes et au PCF, qui consiste à s'allier autour d'un programme de rupture aux présidentielles et législatives 2027, et d'une candidature commune

incarnée par LFI. Cette offre a bien sûr été rejetée par Tondelier et Roussel, mais l'enjeu est de convaincre un maximum de militant.e.s et de dirigeant.e.s de ces organisations pour les grandes échéances de 2027.

**Gaston Lefranc**, le 14 avril 2026